



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

Commentaire No. 12 | Juin 2016

Matière à réflexion :

**Accès à l'alimentation dans le Nord
éloigné du Canada**

Qui nous sommes

Certains des acteurs clés dans ce modèle et leurs rôles se trouvent ci-dessous :

Conseil d'administration : Le conseil d'administration détermine l'orientation stratégique de l'Institut des politiques du Nord. Les administrateurs font partie de comités opérationnels s'occupant de finance, de collecte de fonds et de gouvernance; collectivement, le conseil demande au chef de la direction de rendre des comptes au regard des objectifs de nos objectifs du plan stratégique. La responsabilité principale du conseil est de protéger et de promouvoir les intérêts, la réputation et l'envergure de l'Institut des politiques du Nord.

Président et Chef de la direction : recommande des orientations stratégiques, élabore des plans et processus, assure et répartit les ressources aux fins déterminées.

Conseil consultatif : groupe de personnes engagées et qui s'intéressent à aider l'Institut des politiques du Nord mais non à le diriger. Chefs de files dans leurs domaines, ils guident l'orientation stratégique et y apportent une contribution; ils font de même en communication ainsi que pour les chercheurs ou personnes-ressources de la collectivité élargie. Ils sont pour de l'Institut des politiques du Nord une « source de plus mûre réflexion » sur l'orientation et les tactiques organisationnelles globales.

Conseil consultatif pour la recherche : groupe de chercheurs universitaires qui guide et apporte une contribution en matière d'orientations potentielles de la recherche, de rédacteurs possibles, d'ébauches d'études et de commentaires. C'est le « lien officiel » avec le monde universitaire.

Évaluateurs-homologues : personnes qui veillent à ce que les articles spécifiques soient factuels, pertinents et publiables.

Rédacteurs et chercheurs associés : personnes qui offrent, au besoin, une expertise indépendante dans des domaines spécifiques de la politique.

Tables rondes et outils permanents de consultation – (grand public, intervenants gouvernementaux et communautaires) : moyens qui assurent que l'Institut des politiques du Nord demeure sensible à la collectivité, puis reflète les priorités de CELLE-CI et ses préoccupations lors de la sélection des projets.

Président & CEO

Charles Cirtwill

Conseil d'administration

Martin Bayer (Chair)

Ron Arnold

Pierre Bélanger

Thérèse Bergeron-

Hopson (Vice Chair)

Terry Bursey

Dr. Harley d'Entremont

Alex Freedman

Jean Paul Gladu

Dr. George C. Macey
(Vice-Chair & Secretary)

Hal J. McGonigal

Dawn Madahbee

Gerry Munt

Doug Murray (Treasurer)

Dr. Brian Tucker

Conseil consultatif

Dr. Gayle Broad

Barbara Courte Elinesky

Brian Davey

Tony Dean

Don Drummond

Tannis Drysdale (Chair)

John Fior

Ronald Garbutt

Peter Goring

Frank Kallonen

Duke Peltier

Kathryn Poling

Peter Politis

Tina Sartoretto

Keith Saulnier

Conseil consultatif pour la recherche

Dr. John Allison

Dr. Hugo Asselin

Dr. Randy Battocchio (Chair)

Dr. Stephen Blank

George Burton

Dr. Robert Campbell

Dr. Iain Davidson-Hunt

Jonathan Dewar

Dr. Livio Di Matteo

Dr. Morley Gunderson

Dr. Anne-Marie

Mawhiney

Leata Ann Rigg

S. Brenda Small

J.D. Snyder

Dr. Lindsay Tedds

Ce rapport a été possible grâce à l'appui de nos partenaires : l'Université Lakehead, l'Université Laurentienne et la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. L'Institut des politiques du Nord exprime sa grande appréciation pour leur généreux soutien, mais insiste sur ce qui suit : Les points de vue de ces commentaires sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Institut, de son conseil d'administration ou de ceux qui le soutiennent. Des citations de ce texte, avec indication adéquate de la source, sont autorisées.

Les calculs de l'auteur sont basés sur les données disponibles au temps de publication et sont sujets aux changements.

Traduction par Gilles Dignard.

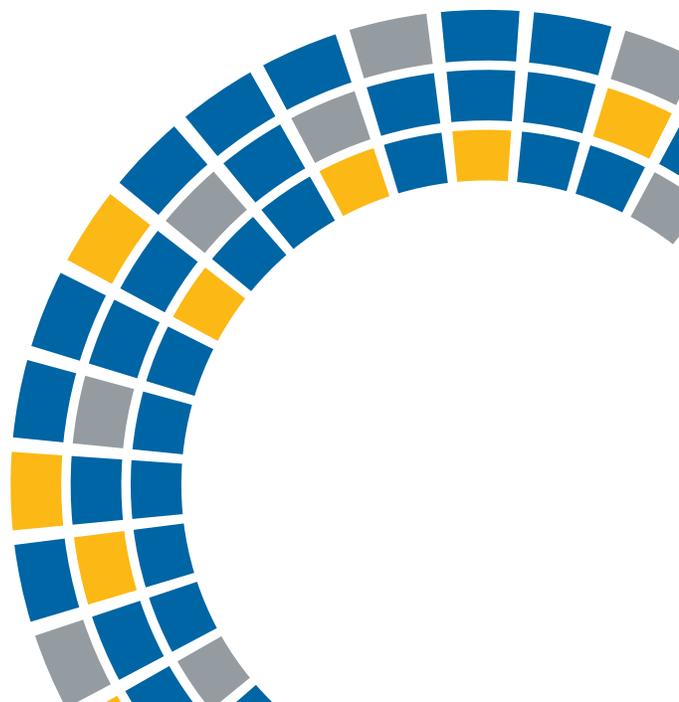
© 2016 Institut des politiques du Nord
Publication de l'Institut des politiques du Nord
874, rue Tungsten
Thunder Bay (Ontario) P7B 6T6

ISBN: 978-1-988472-68-3

À propos des auteurs **Holly Dillabough**



Holly Dillabough naît et grandit dans le Nord ontarien. Après l'obtention de son B. Sc. en conservation et restauration de l'écologie, à l'Université Laurentienne, elle reçoit une maîtrise en environnement, à l'Université de Melbourne en Australie, où elle se spécialisait en politique et gouvernance de l'environnement. En 2015, elle est stagiaire à l'Institut des politiques du Nord, rédige des textes sur une variété d'enjeux en matière de politiques de l'environnement. Elle travaille actuellement pour une administration locale, élaborant la stratégie de l'environnement pour un conseil périurbain à Melbourne.



Sommaire

Les politiques alimentaires existantes au Canada traitent de façon inadéquate de sécurité alimentaire dans la région nordique du pays. Les collectivités éloignées, en particulier celles des Premières Nations, font face à des aliments de basse qualité et d'un coût exorbitant; elles consomment plus souvent des produits hautement transformés, ce qui donne des résultats médiocres pour la santé. Afin de mieux comprendre les limitations entourant les quantités adéquates dans le domaine des aliments sains et nutritifs, ainsi que les effets sur les collectivités des Premières Nations dans le Nord ontarien, nous nous penchons dans le présent document sur diverses publications universitaires ainsi que sur des documents gouvernementaux et non gouvernementaux, afin d'évaluer la situation de la sécurité alimentaire dans les collectivités autochtones éloignées du Canada. Lors de l'examen de la documentation, il a été trouvé que les politiques existantes au Canada ne sont honteusement pas à la hauteur des attentes lorsqu'il s'agit de sécurité alimentaire dans la partie nordique de la nation. Par conséquent, les personnes vivant dans des collectivités éloignées font face à des problèmes d'accès à des aliments sains et nutritifs, ce qui par la suite nuit à leur santé. Une exploration des déterminants de l'accès aux aliments dans ces régions sera suivie d'un aperçu du cadre existant de la politique alimentaire du Canada en rapport avec les collectivités autochtones éloignées. Dans le présent examen nous nous penchons sur les interventions existantes ou à venir, axées sur l'accès à l'alimentation dans des collectivités comparables, afin d'aider à la formulation de politiques efficaces pour le Nord ontarien.

L'évaluation a permis de trouver que, parmi les obstacles à l'accès, se trouvent divers facteurs, depuis l'infrastructure, en passant par les subventions, jusqu'à la collecte de données. De nombreuses collectivités n'ont pas de route utilisable en toute saison. Bien que cette sorte d'infrastructure soit coûteuse et ne puisse probablement pas permettre de relier toutes les collectivités éloignées, des chaînes d'approvisionnement de rechange comprenant des dirigeables pourront dans le futur offrir des options à bon marché, efficaces pour le transport de marchandises. Même si des subventions aident à réduire certains de ces problèmes, des interventions fédérales pour la vente de détail, notamment Nutrition Nord Canada, ne sont actuellement pas offertes dans de nombreuses collectivités uniquement accessibles par transport aérien dans le Nord ontarien et ne réduisent que modérément le coût de l'alimentation. De plus, même si les subventions jouent un rôle dans l'allègement des pressions financières, elles ne règlent pas à long terme les problèmes fondamentaux de l'insécurité alimentaire. Qui plus est, cet examen a révélé une grave lacune de connaissances dans les données accumulées et a permis de trouver qu'une surveillance améliorée des prix et des indices sociaux pourront éclairer des programmes d'aide sociale, lesquels refléteraient ensuite mieux le coût de la vie dans le Nord. L'idée devrait être d'avoir un système dans lequel les Premières Nations ont la capacité de se soutenir elles-mêmes par des aliments traditionnels et produits localement, ce qui serait complété par des articles du marché, abordables et nutritifs.

Dans la présente documentation, en plus des constatations relatives à la sécurité de l'alimentation, nous formulons plusieurs recommandations de politiques afin de faciliter l'accès à l'alimentation pour les Premières Nations dans le Nord :

- Élaborer une politique nationale de l'alimentation, en vue de la coordination des projets de sécurité alimentaire des divers ministères gouvernementaux, afin d'en venir à une stratégie cohérente.
- Réévaluer les critères d'admissibilité de Nutrition Nord Canada, afin d'assurer la couverture des collectivités dans le besoin, puis de rendre immédiatement admissibles toutes celles qui sont reliées uniquement par transport aérien dans le Nord ontarien.
- Élargir l'accès routier où cela est réaliste sur les plans de la finance et de l'environnement, puis enquêter sur le potentiel d'options de transport de rechange, tels les dirigeables, afin d'accroître la connectivité entre les collectivités éloignées et le reste de la province.
- Améliorer les données de recherche, y joindre les déterminants culturels de la sécurité alimentaire.
- Créer un contexte politique qui favorise les options de rechange dans le modèle de distribution commercial des aliments, entre autres des coopératives.
- Assurer du financement à long terme, afin de soutenir des projets agricoles locaux.

Introduction

Les collectivités éloignées des Premières Nations dans le Nord ontarien font face à des difficultés d'accès à des aliments nutritifs, en quantités suffisantes.¹

¹ L'auteur aimerait signaler qu'il a été difficile de définir collectivités éloignées en Ontario, car il existe de nombreuses définitions, et elles ne sont pas toutes pertinentes pour la présente étude. Par exemple, « éloigné » dans les revues médicales fait souvent référence à ceux qui manquent d'éducation ou à un secteur défini par l'éloignement de 350 km d'un centre urbain (hors réseau). Pendant le projet actuel, l'auteur a trouvé très peu d'exemples de sources où l'expression « collectivités éloignées » correspondait à la même définition, ni à une utilisation universelle pour les zones similaires à l'étude. Aux fins de cet examen de la documentation, « éloigné » est globalement lié à des facteurs géographiques, en particulier aux collectivités atteintes par transport aérien, où les prix des aliments risquent d'être plus élevés, mais aussi à d'autres collectivités approvisionnées à l'année longue, aux prises avec l'insécurité alimentaire à cause du transport sur de longues distances et de la détérioration des produits.

La présente étude couvrira la documentation universitaire pertinente, ainsi que les rapports gouvernementaux et non gouvernementaux traitant de la situation de la sécurité alimentaire dans les collectivités éloignées des Premières Nations au Canada. Une exploration des déterminants de l'accès aux aliments dans ces régions sera suivie d'un aperçu du cadre existant de la politique alimentaire du Canada en rapport avec les collectivités autochtones éloignées. Dans le présent examen nous nous penchons sur les interventions existantes ou à venir, axées sur l'accès à l'alimentation dans des collectivités comparables, afin d'aider à la formulation de politiques efficaces pour le Nord ontarien. Lors de l'examen de la documentation, il a été trouvé que les politiques existantes au Canada n'étaient pas à la hauteur des attentes en matière de sécurité alimentaire dans le Nord du pays. Les collectivités éloignées font face à des aliments de basse qualité et d'un coût exorbitant; elles consomment plus souvent des produits hautement transformés, ce qui donne des résultats médiocres pour la santé. Par conséquent, le présent examen contient aussi des recommandations de politique:

- Élaborer une politique nationale de l'alimentation, en vue de la coordination des projets de sécurité alimentaire des divers ministères gouvernementaux, afin d'en venir à une stratégie cohérente.
- Élargir l'accès routier où cela est réaliste sur les plans de la finance et de l'environnement, puis enquêter sur le potentiel d'options de transport de rechange, tels les dirigeables, afin d'accroître la connectivité entre les collectivités éloignées et le reste de la province.
- Créer un contexte politique qui favorise les options de rechange dans le modèle de distribution commercial des aliments, entre autres des coopératives.
- Réévaluer les critères d'admissibilité de Nutrition Nord Canada, afin d'assurer la couverture des collectivités dans le besoin, et de rendre immédiatement admissibles toutes celles qui sont reliées uniquement par transport aérien dans le Nord ontarien.
- Améliorer les données de recherche, y joindre les déterminants culturels de la sécurité alimentaire.
- Assurer du financement à long terme, afin de soutenir les projets agricoles locaux.

« les politiques existantes au Canada n'étaient pas à la hauteur des attentes en matière de sécurité alimentaire dans le Nord du pays »



Sécurité alimentaire et santé des premières nations

Selon la définition du Sommet mondial de l'alimentation en 1996, la sécurité alimentaire existe lorsque « toutes les personnes et en tout temps ont physiquement et économiquement accès à suffisamment d'aliments nutritifs et sûrs, qui répondent à leurs besoins et préférences nutritionnels, afin de mener une vie active et en santé ». Cette définition englobe quatre piliers: accès, disponibilité, utilisation et stabilité (Power 2008). Bien qu'il y ait interrelation entre les piliers, dans cette étude l'accent est mis sur les interventions reliées à l'accès à l'alimentation, ce qui est défini par avoir assez de moyens d'obtenir les aliments d'un régime nutritionnel (OMS n.d.). Les stratégies conçues pour aborder la disponibilité, l'utilisation et la stabilité – bien que faisant nécessairement partie d'un programme complet de sécurité alimentaire – ne sont pas traitées dans la présente étude.

Les collectivités des Premières Nations souffrent beaucoup plus de l'insécurité alimentaire que la population non autochtone (Socha et coll. 2012). L'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations de 2008 a révélé que plus de 50 % des ménages au Canada souffrent d'insécurité alimentaire, et cette incidence est en hausse dans les collectivités éloignées et du Nord (Thompson et coll. 2012).

Cette forme d'insécurité est reconnue comme déterminant important de la santé (Dachner 2014; OMS 2013), contribuant à des niveaux élevés de maladies liées au régime alimentaire telles que le diabète, les

pathologies cardiovasculaires et le nombre disproportionnellement élevé de cas d'obésité (Barbeau et coll. 2015; Skinner et coll. 2013). Dans les collectivités des Premières Nations au Canada, les taux d'obésité sont deux fois et demie plus élevés que dans la population en général (Gates et coll. 2013). Ces tendances sont particulièrement troublantes en raison de la difficulté d'accéder dans les zones éloignées à des soins de spécialistes (De Schutter 2012). Ces effets importants sur la santé expliquent au moins en partie l'espérance de vie inférieure rapportée chez les Autochtones canadiens, laquelle compte cinq ou six ans de moins que chez les Canadiens non autochtones (Barbeau et coll. 2015; Skinner et coll. 2013; Statistique Canada 2010). L'insécurité alimentaire est de plus liée à des résultats d'apprentissage médiocres, à la dépression et au suicide (Socha et coll. 2012). Ces problèmes de santé ont des répercussions importantes sur les coûts économiques. En 2008, l'obésité et ses maladies connexes se traduisaient par une perte de 4,6 milliards de dollars canadiens en soins de santé et en perte de productivité (De Schutter 2012). En outre, en Ontario, la moyenne annuelle par habitant en soins de santé pour les personnes frappées par l'insécurité alimentaire est plus de deux fois plus élevée que dans la population jouissant de la sécurité alimentaire (Dachner 2014).

Même si ces problèmes graves sont reconnus, les interventions à ce jour ont peu fait pour alléger le fardeau de l'insécurité alimentaire dans les collectivités autochtones éloignées du Nord ontarien (Socha et coll. 2012).

Déterminants de la sécurité alimentaire dans les collectivités des premières nations

Transition nutritionnelle

Du colonialisme a découlé une transition nutritionnelle, par laquelle les collectivités des Premières Nations, historiquement dépendantes des aliments du pays, entre autres les baies, le gibier sauvage du piégeage et les produits de la pêche, dépendent de plus en plus d'aliments qui proviennent du Sud. Les aliments sauvages ont été remplacés par des produits transformés de moindre qualité et au prix supérieur (Conseil des académies canadiennes 2014; Kuhnlein et Receveur 1996). Ce déclin des pratiques de récolte a été en partie attribué aux efforts d'assimilation des Autochtones par le gouvernement du Canada. Les Autochtones ont par conséquent perdu des connaissances et des compétences, notamment celles en rapport avec l'obtention et la préparation des aliments traditionnels (Barbeau et coll. 2015; Genuis et coll. 2014). Les forces économiques et l'industrialisation minent encore davantage l'approvisionnement en aliments traditionnels, en éloignant des habitants des emplois reliés à ces anciens moyens de subsistance (Socha et coll. 2012). De plus, les industries forestières et minières ont des répercussions sur l'environnement, affectent la santé du sol et la qualité des terres, et il s'ensuit un changement dans les aliments sauvages disponibles (Thompson et coll. 2011). En raison de plusieurs projets reliés au développement hydroélectrique, de nombreux territoires sont inondés et des herbicides sont répandus dans le cadre des pratiques de gestion forestière; cela nuit aux activités consacrées à l'alimentation traditionnelle car ces zones ne sont plus disponibles à cette fin (Kuhnlein et Receveur 1996; Strink et Nelson 2013). Les effets du changement climatique affectera davantage l'après-récolte, en modifiant l'accessibilité, la distribution et la disponibilité des aliments sauvages (Beaumier et Ford 2010; Ford 2009).

Prix élevé des aliments

Pendant que les personnes s'éloignent du régime alimentaire traditionnel, elles dépendent de plus en plus d'aliments coûteux achetés dans les magasins et dont le prix est directement relié à l'éloignement de la collectivité (Thompson et coll. 2012). C'est un problème répandu dans les régions éloignées du Canada, qui découle de la logistique d'importation d'aliments du système dominant de distribution alimentaire, depuis le Sud vers le Nord. Les coûts comprennent l'infrastructure nécessaire au maintien des inventaires, l'énergie et le transport (Conseil des académies canadiennes 2014). Les longs parcours signifient que les aliments périssables peuvent se détériorer rapidement chemin faisant, donc augmenter les pertes pour le détaillant et faire monter les prix pour les consommateurs (Socha et coll. 2012; Conseil des académies canadiennes 2014).

De plus, si le dollar canadien continue de chuter, les prix des aliments importés – qui sont plus exposés aux fluctuations – augmenteront. Cela signifie que les fruits et légumes, lesquels sont dans une large mesure importés au Canada, seront plus coûteux. Contrairement à la viande, les fruits et légumes ont peu ou pas de substituts, alors les prix sont considérablement atteints. Les cas de températures extrêmes, dont la fréquence augmentera à cause du changement climatique, auront aussi des répercussions sur les prix des aliments. Par exemple, en 2015, la sécheresse en Californie a causé des augmentations de prix pour les fruits et légumes; de plus les prévisions de précipitations accrues en mai 2016 pourraient dans une certaine mesure permettre de contrebalancer l'augmentation des prix découlant de la hausse du dollar (Charlebois et coll. 2015). Le Food Prince Report 2016 prédit que les prix des aliments continueront de dépasser l'inflation générale, augmentant de 2 % à 4 %, ce qui aura des effets importants pour les collectivités vulnérables du Nord (Charlebois et coll. 2015).

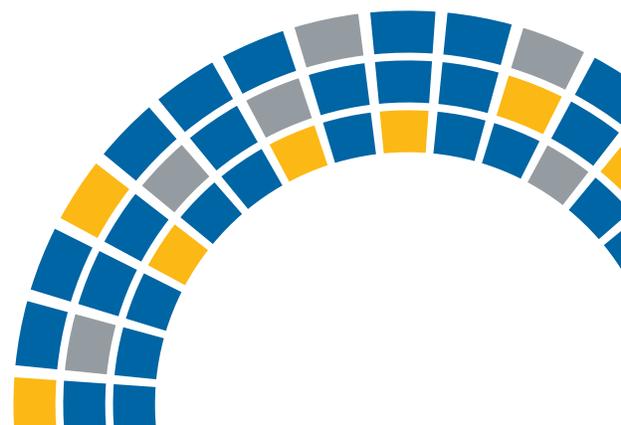
Pour beaucoup de collectivités du Nord, les routes hivernales sont l'option de transport la plus rentable (Smith 2011). Pourtant, à l'extérieur de leur période d'exploitation saisonnière ou pour les collectivités qui sont dépourvues d'accès routier, l'approvisionnement doit se faire par avion – une méthode plus coûteuse que reflètent les prix élevés des aliments (Conseil des académies canadiennes 2014). Puisque les hivers sont maintenant plus courts et que la température est plus variable par suite du changement climatique, les saisons des routes d'hiver seront écourtées, deviendront moins fiables, et davantage d'articles devront être importés par avion. (Thompson et coll. 2012). Une étude a révélé que la saison d'exploitation d'une route essentielle des Territoires du Nord-Ouest pourrait être réduite d'un cinquième aussitôt qu'en 2020 (Hayley et Proskin 2008). En Alaska, les saisons des routes hivernales ont été réduites de la moitié – soit de 200 jours à 100 – depuis les années 1970. La fréquence accrue des précipitations inhabituelles et les cas de dégel devraient perturber davantage les réseaux routiers au

cours des prochaines années (Smith 2011).

Une étude de l'Université Laval a permis de trouver que les prix des produits d'alimentation avaient augmenté de 81 % au Nunavik par rapport à ceux de la ville de Québec (Duhaime et Caron 2012). De même, un rapport de 2010 en Saskatchewan a révélé que les collectivités du Nord avaient payé 252,27 \$ par semaine pour le même panier alimentaire que celui qui coûtait 184,91 \$ dans une ville de la Saskatchewan (PHNSWG 2010). Nutrition Nord Canada, programme de subventions fédérales au service du Nord, a rapporté que, en 2013, le coût moyen pour alimenter sainement une famille de quatre personnes pendant une semaine à Attawapiskat était de 427,95 \$, comparativement à 198,20 \$ à Toronto (Santé publique de Toronto 2013). La First Nations Food, Nutrition and Environment Study de 2011-2012 a permis de trouver qu'il fallait une somme élevée de 344 \$ pour l'épicerie hebdomadaire d'une famille de quatre dans le Nord ontarien, comparativement à 205 \$ à Ottawa. Bien qu'il n'y ait pas de rapports réguliers sur les coûts des paniers alimentaires dans toutes les collectivités éloignées, il est clair que les prix sont beaucoup plus élevés que dans le Sud, et la situation est empirée par des taux relativement supérieurs de chômage et de pauvreté dans ces régions (Skinner et coll. 2013).

Pauvreté et bas revenus

À la suite d'une longue histoire de colonialisme, qui a laissé marginalisés politiquement et économiquement les Autochtones du Canada (De Schutter 2012; Fieldhouse et Thompson 2012), les collectivités des Premières Nations ont été exposées à une prévalence élevée de la pauvreté et des bas revenus, ce qui a affaibli leur capacité d'accéder à une alimentation nutritive. Selon l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011, le revenu médian moyen des répondants autochtones était de 20 701 \$, comparativement à 30 195 \$ pour les répondants non autochtones (Statistique Canada 2011). Un manque de ressources financières limite l'accès aux aliments coûteux du marché et aux produits sauvages qui exigent des fonds importants pour l'équipement, les fournitures et le carburant (Skinner 2013).



Cadre existant de la politique alimentaire au Canada

Politiques internationales

Le gouvernement fédéral a pris des engagements internationaux au regard de la sécurité alimentaire pour les Canadiens, le plus récemment lors de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire, en 2002 (Power 2008). En outre, le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire de 1998, réponse au Sommet mondial de l'alimentation, a spécifiquement reconnu les problèmes auxquels les Autochtones faisaient face. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) insiste de plus sur le droit des Autochtones de bénéficier complètement de tous les droits reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, ce qui comprend le droit à l'alimentation (Nations Unies 2007). Si nous allons plus loin, la DNUDPA insiste sur les droits d'accès à un territoire et à des ressources, de poursuivre les activités assurant la subsistance et de maintenir les institutions, les traditions et la culture (Nations Unies 2007).

Pourtant un manque de volonté politique et l'absence de structures juridiques pour faire respecter le droit à la nourriture ont signifié que ce n'était pas un point judiciaire au Canada (Rideout et coll. 2007). De plus, il y a une déconnexion entre les politiques internationales et nationales, ainsi qu'au regard des responsabilités fédérales et provinciales, qui limite la mise en œuvre des politiques sur le droit à l'alimentation (Rideout et coll. 2007). Par conséquent, les données probantes suggèrent que ces engagements internationaux n'ont pas conduit à la formulation de politiques efficaces (Socha et coll. 2011); l'insécurité des ménages canadiens est demeurée relativement stable, augmentant légèrement depuis 11,3 % en 2008 à 12,3 % en 2012 (Mah et coll. 2014).

La situation de la sécurité alimentaire du Canada a été scrutée lors de la visite officielle du rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, en 2012. Olivier De Schutter avait une mission de onze jours, au cours de laquelle il a évalué les progrès du Canada quant au droit à l'alimentation de ses citoyens. Dans son rapport suivant sa visite, De Schutter s'est montré alarmé par les taux élevés d'insécurité alimentaire, en dépit de la prospérité du pays. Il a soulevé en particulier des inquiétudes à propos du désavantage socioéconomique des Autochtones, puis insisté sur le besoin d'une stratégie nationale de l'alimentation (De Schutter 2012).

Politiques fédérales

La demande d'une politique fédérale de l'alimentation a été évoquée par un certain nombre de groupes et d'universitaires (Rideout et coll. 2007; Schiff 2014). Au niveau fédéral, divers ministères – Santé Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Affaires autoch-

tones et Développement du Nord Canada – partagent des responsabilités en gouvernance alimentaire du Nord, mais il n'y a pas d'autorité interministérielle dominante en place et assumant la direction et la réalisation d'une stratégie complète (Exner-Pirot 2014). Plutôt, des politiques produites par ces ministères sont indépendantes de celles des autres, d'où un cadre sans cohérence ni coordination des objectifs à court et à long termes (De Schutter 2012). Selon Rideout et coll. (2007, p. 570), l'approche décousue existante du Canada en matière de politique alimentaire « gêne l'analyse rationnelle des problèmes et l'élaboration d'une politique efficace ». Un cadre national complet travaillerait avec des secteurs de compétences tels que la santé, l'environnement et la politique sociale, comblant les lacunes laissées par le système fragmenté de la gouvernance pour l'alimentation (Rideout et coll. 2007).

Politiques provinciales

Au niveau provincial, il y a un certain nombre de politiques et de programmes reliés à l'alimentation, bien que souvent ils soient conçus pour une expérience urbaine de la sécurité alimentaire, et cela ne répond pas adéquatement aux besoins uniques des collectivités des Premières Nations du Nord. Parmi les rares qui visent les problèmes du Nord se trouvent l'Initiative d'alimentation saine dans le Nord, du Manitoba, ainsi que plusieurs autres conçus pour les Territoires, notamment ceux pour accroître l'approvisionnement en nourriture traditionnelle (Epp 2011).

Epp (2011) a dressé une liste presque exhaustive des approches provinciales pour la sécurité alimentaire au Canada. Bien que l'Ontario bénéficie d'un certain nombre de politiques alimentaires progressives, dont celles conçues pour améliorer la production et la consommation d'aliments locaux, elles visent surtout l'expérience de la sécurité alimentaire dans le Sud ontarien, une région très différente du Nord. Les programmes explicitement axés sur les problèmes alimentaires uniques des collectivités éloignées du Nord ontarien sont rares. Epp n'en a trouvé qu'un.

Par contre, Epp énumère un certain nombre de programmes qui semblent rechercher la sécurité alimentaire à long terme dans les territoires. Il signale que, dans les Territoires du Nord-Ouest, les politiques alimentaires favorisent les activités des récoltes traditionnelles et l'autonomie. De même, les politiques du Nunavut reconnaissent l'importance culturelle de la chasse, du piégeage et de la pêche, puis aident ceux qui sont incapables de se lancer dans ces activités. Le Yukon fait un pas de plus en insistant sur l'édification d'un secteur agricole, afin de moins dépendre d'aliments provenant de l'extérieur. Comme l'expérience de la

« les solutions ne seront durables que si elles tiennent compte du point de vue que les Autochtones ont du monde »

sécurité alimentaire des collectivités éloignées du Nord ontarien ressemble plus à celle des Territoires qu'à celle des centres urbains du Sud, les politiques réussies des Territoires méritent notre considération.

Politiques municipales

Comme les collectivités du Nord ont des niveaux supérieurs d'insécurité alimentaire et des difficultés particulières liées aux conditions géospatiales et culturelles, la clé du succès des interventions pour la sécurité alimentaire est probablement de se fier à leur capacité de répondre aux besoins locaux. La gouvernance locale peut offrir une gestion et des réponses adéquates, compte tenu des caractéristiques sociales, écologiques et culturelles propres à un endroit (Folke et coll. 2010; Lebel et coll. 2006). De plus, les solutions ne seront durables que si elles tiennent compte du point de vue que les Autochtones ont du monde (De Schutter 2012; Ferris 2011). Les municipalités, bien que mieux placées pour répondre aux besoins locaux, ont souvent des budgets et des capacités limités, surtout dans les collectivités éloignées (Schiff 2014). Des interventions locales, soutenues par les gouvernements provincial et fédéral, pourraient aider à améliorer l'accès à des aliments nutritifs, et ce, par des projets ciblés et durables (Wegener, Raine et Hanning 2012).

Stratégies autochtones

Fait important, dans le domaine de la sécurité alimentaire, il y a beaucoup d'exemples d'interventions dirigées par les Autochtones. En octobre 2015, le conseil de Mushkegowuk (représentant diverses Premières Nations – Attawapiskat, Kashechewan, Fort Albany et Moose Cree) a adopté une résolution portant sur les façons d'aider les collectivités pour la sécurité alimentaire, y compris la possibilité de créer un groupe consultatif sur la sécurité, afin de travailler en partenariat avec le Mushkegowuk Environmental Research Centre et Nutrition Nord Canada (Conseil de Mushkegowuk 2015). La nation Nishnawbe Aski (NAN) s'occupe activement des questions de sécurité alimentaire sur son territoire, cherche des solutions communautaires, notamment en travaillant avec les collectivités à rétablir l'accès aux aliments traditionnels (NAN 2011). La NAN a également élaboré une stratégie alimentaire, qui a pour objet de « retrouver la souveraineté alimentaire de notre nation, afin d'améliorer notre qualité de vie par l'accès à des aliments sûrs, nutritifs, culturellement adéquats et à des prix abordables pour toute notre population, en tout temps » (CCSO [Coalition des communautés en santé de l'Ontario] 2014, p. 1). Une partie de la stratégie alimentaire sera d'habiliter les collectivités afin qu'elles conçoivent des plans de système d'alimentation personnalisés et qui répondent à leurs besoins et problèmes uniques (CCSO 2014). Des solutions communautaires comme celles-ci tendent à être mieux accueillies, à donner des résultats supérieurs, et elles seront d'une importance vitale pour assurer l'accès aux aliments dans les collectivités du Nord (Skinner et coll. 2013).

Stratégies pour améliorer l'accès aux aliments dans les collectivités éloignées des premières nations

Solutions à court, à moyen et à long termes

Les stratégies d'accès aux aliments se rangent en général dans des catégories de solutions à court, à moyen et à long termes, et toutes sont nécessaires pour réagir à la diversité des façons dont les personnes vivent l'insécurité alimentaire (Conseil des académies canadiennes 2014).

Pour répondre à l'urgent besoin d'aliments, les banques alimentaires et les programmes de repas à l'école peuvent offrir de la nourriture essentielle aux personnes incapables d'accéder à de la nourriture saine et adéquate. Même si cela répond aux besoins immédiats, les approches à court terme n'abordent que les symptômes de la question de la sécurité alimentaire (Loopstra et Tarasuk 2015).

Les solutions à moyen terme comprennent des subventions, telles celles du programme de subventions aux détaillants, de Nutrition Nord Canada. Bien que les produits nutritifs puissent alors être modérément plus abordables, ces solutions font peu pour s'attaquer aux sources profondes de la sécurité alimentaire (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015).

Les solutions à long terme comprennent celles qui ont pour objet de réduire la dépendance d'aliments importés, en favorisant l'accès à des sources de recharge locales (Skinner et coll. 2013), d'abaisser les prix en augmentant de façon marquée l'efficacité du transport des aliments vers le Nord (Conseil des académies canadiennes 2014) ou bien de faire en sorte que les personnes aient la capacité économique d'accéder à des aliments nutritifs pour elles-mêmes et leur famille.

Infrastructure améliorée du Nord

L'isolement d'une collectivité est directement lié à la sécurité alimentaire; les collectivités accessibles par avion sont plus insécures que celles qui ont l'accès routier ou par train en toute saison (Thompson et coll. 2012). Améliorer l'accès routier peut potentiellement permettre d'abaisser les prix des produits, en abaissant ceux qui sont associés au transport aérien (Skinner et coll. 2013; Socha et coll. 2011; Thompson et coll. 2012). Le Grand Nord ontarien a très peu d'infrastructure par rapport au reste de la province. Il y a 29 aéroports exploités par l'Ontario et qui desservent des collectivités éloignées, puis six autres, exploités par des collectivités. Entre Cochrane et Moosonee, l'accès par rail est assuré par la Commission de transport Ontario Northland. Le réseau routier est limité à deux routes ouvertes à l'année longue, puis à un système de routes hivernales qui relient 31 collectivités éloignées. Les saisons d'exploitation sont déjà écourtées d'une semaine en moyenne, et il y a des signes qui annoncent qu'elles pourraient l'être encore plus, au moins de deux se-

maines au cours des prochaines décennies (Centre autochtone des ressources environnementales, 2010). Un certain nombre d'études sont actuellement effectuées par les Premières Nations; elles évaluent la possibilité de transformer des routes d'hiver en routes quatre-saisons. Le plan de croissance pour le Nord ontarien a créé un cadre pour le développement d'un réseau de transport multimodal, afin de faciliter le déplacement des personnes et des marchandises dans le Nord; il devrait être rendu public en 2017. Des propositions minières et d'autres peuvent aussi potentiellement élargir le réseau routier. En particulier, un certain nombre de routes quatre-saisons et hivernales, ainsi que des pistes d'atterrissage et des services ferroviaires sont envisagés, afin que les projets miniers puissent se réaliser dans le Cercle de feu (MoNRF 2014).

L'accès routier quatre-saisons a des effets importants sur l'accessibilité à l'alimentation, mais il se pourrait que ce soit hors de portée pour les collectivités éloignées, et ce, sur les plans du financement, de la logistique ou de la politique. La sécurité alimentaire n'est pas pour autant garantie, comme cela s'est vu à South Indian Lake, au Manitoba – une collectivité des Premières Nations, jouissant d'un accès routier mais souffrant d'une insécurité alimentaire de 100 % (Thompson et coll. 2011). De plus, des inquiétudes entourent les répercussions sociales négatives de l'accès routier quatre-saisons, notamment davantage de drogues et d'alcool, ainsi que des effets néfastes sur l'environnement (Centre autochtone des ressources environnementales 2010).

À moins qu'il y ait la construction d'un vaste réseau de routes accessibles à l'année longue et qui s'entrecroisent dans le Nord ontarien, les collectivités éloignées continueront d'être desservies surtout par la voie des airs, et les coûts en hausse du carburant risquent de continuer à faire augmenter les prix des aliments. Des options de recharge au transport aérien apparaissent; elles pourront transporter des cargaisons en vrac, en consommant de façon plus efficiente le carburant (Prentice et Russel 2009). Une étude portant sur le Nord manitobain et Kivalliq, au Nunavut, a déterminé que des dirigeables pourraient abaisser de 18 % à 55 % le coût du transport (Conseil des académies canadiennes, 2014). Même si la technologie est disponible, les dirigeables exigent de gros investissements, et il semble y avoir peu d'intérêt pour la mise en place de l'infrastructure requise au sol (Prentice et Russel 2009). Il est donc improbable que ce moyen de transport réponde aux besoins des collectivités éloignées dans un proche avenir.

Réduire la dominance des magasins du Nord

Pendant les neuf à dix mois que les routes hivernales sont inutilisables, la chaîne des épiceries du Nord, qui est dirigée par la North West Company, a pratiquement le monopole des aliments du marché dans le Nord ontarien. Au sein de la North West Company, les prix sont déterminés dans les régions et dans chacune ils sont uniformes, avec toutefois des rajustements mineurs qui reflètent les différences de taux du fret. Ainsi, les gestionnaires n'exercent pas de contrôle sur le coût de base des produits expédiés à leur magasin. Puisque c'est une entreprise à but lucratif, la détermination des prix des aliments doit tenir compte des coûts fixes du transport et des taux élevés de gaspillage d'aliments, ce qui affecte les marges de bénéfice, d'où les prix élevés (Thompson et coll. 2011).

Des options de rechange pour le modèle commercial de la chaîne du Nord pourraient permettre aux consommateurs d'économiser modérément. Des modèles coopératifs ont été élaborés au Nunavut, chez les Premières Nations du lac South Indian (Thompson et coll. 2012) ainsi qu'ailleurs dans l'Arctique canadien. Les coopératives pourraient mieux s'inscrire dans les valeurs autochtones, et la gouvernance locale leur permettent de mieux répondre aux besoins communautaires et d'accumuler des avoirs. Par contre, dans la chaîne des magasins du Nord, les décisions sont prises dans des centres urbains et les bénéfices s'en vont dans le Sud (Socha et coll. 2011). Typiquement, les magasins du Nord embauchent leurs gestionnaires à l'extérieur de la collectivité, limitant ainsi les décisions et le développe-

ment de capital humain dans la localité. Des modèles de rechange tels que les coopératives dirigées localement remplaceraient dans la collectivité la maîtrise économique, et la concurrence aiderait à régir les prix (Thompson et coll. 2012).

Subsidies

Si la chaîne des magasins du Nord doit demeurer la source principale des aliments du marché, les subventions continueront de jouer un rôle dans la réduction des prix des aliments pour les collectivités du Nord (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015).

Nutrition Nord Canada (NNC) est la réponse nationale la plus considérable à ce jour au regard de la crise alimentaire du Nord; cette approche a remplacé en 2011 le programme Aliments-poste, qui a connu l'échec (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015). Aliments-poste était un programme dirigé par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (maintenant Affaires autochtones et Développement du Nord Canada); des subventions au transport étaient ainsi offertes afin d'expédier des aliments vers les collectivités dépourvues d'un accès routier à l'année longue. Les produits admissibles dans le cadre d'Aliments-poste étaient justifiés par le Panier à provisions nutritif, une compilation de produits sélectionnés par Santé Canada, ce qui représentait une alimentation nutritive. Des produits non alimentaires essentiels tels que les produits hygiéniques personnels, l'eau en bouteille et le matériel de chasse



pouvaient aussi bénéficier de subventions (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015; Rabson 2015).

En guise de réaction à la hausse des coûts d'Aliments-poste, un rapport indépendant a été commandé par le gouvernement fédéral, afin que ce programme soit examiné; la conclusion a été qu'il dépassait le budget prévu, et la recommandation a été de le remplacer par un système reposant sur le marché. Contrairement à son prédécesseur, NNC paie la subvention aux détaillants participants plutôt qu'aux sociétés expéditrices (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015).

Les collectivités sont admissibles aux subventions de NNC si elles n'ont pas d'accès routier à l'année longue et bénéficiaient antérieurement du programme Aliments-poste (Galloway 2014; G. du C. 2014). La subvention couvre les produits alimentaires nutritifs ou essentiels; le calcul repose sur le niveau de subvention de la collectivité (complet ou partiel), ce qui est établi au kilomètre. Les produits sont classés en fonction du niveau un ou du niveau deux des subventions, la subvention la plus élevée allant aux produits les plus nutritifs et périssables. Les reçus de point de vente servent pour les prix des détaillants. Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC) publie des rapports fiscaux trimestriels au site Web de Nutrition Nord ainsi qu'une liste du niveau de subvention et les résultats d'un sondage annuel axé sur le coût des aliments dans chaque collectivité (Galloway 2014).

Toutefois, depuis sa mise en œuvre, les critiques ont été prompts à signaler ses failles. Le système existant manque de reddition de compte, car il ne prévoit pas d'évaluation qui confirme que le détaillant a effectivement fait bénéficier de la subvention le consommateur. AADNC, en vue d'accroître la transparence et la reddition de compte, a demandé aux détaillants de se conformer d'ici avril 2016 à la nouvelle réglementation qui exige que les subventions paraissent sur les reçus des clients. On aimerait aussi savoir si le programme répond ou non aux besoins de toutes les collectivités, et il y a des demandes de réévaluation des critères existants d'admissibilité fondée sur les antécédents (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015; Thompson et coll. 2012).

En raison des exigences de l'admissibilité de NNC, de nombreuses collectivités ne peuvent avoir accès aux subventions même si elles sont aux prises avec des prix élevés pour les produits alimentaires. Pour un certain nombre de raisons, de nombreuses collectivités n'ont pas utilisé le programme Aliments-poste. Par exemple, dans le Nord ontarien, comme dans de nombreux secteurs nordiques des provinces, les détaillants ont souvent accès à des meilleurs tarifs d'expédition chez des transporteurs de rechange. En 2008, un examen d'Aliments-poste a révélé que 31 détaillants du Nord ne se servaient pas du programme, car leurs tarifs de transport étaient inférieurs ou égaux au taux de la subvention disponible (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015). Il était plus probable que les Territoires participent, car ils risquaient de ne pouvoir négocier des

tarifs d'expédition meilleurs que ceux de la subvention. Comme la participation à NNC exige l'utilisation antérieure d'Aliments-poste, de nombreuses collectivités ontariennes ont été inadmissibles (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015). Même si NNC devait revoir annuellement l'admissibilité des collectivités, cela est resté lettre morte depuis son apparition (Rabson 2015).

Contrairement à Aliments-poste, NNC a rendu inadmissibles presque tous les produits non alimentaires. Parmi les produits éliminés se trouvent les couches, le papier hygiénique, les articles pour l'hygiène dentaire ainsi que le matériel de chasse et de pêche, dont les filets et les munitions. L'eau en bouteille n'est dorénavant pas couverte par la subvention (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015), ce qui est particulièrement préoccupant dans le Nord ontarien car, dans 88 collectivités des Premières Nations, il est recommandé de faire bouillir l'eau depuis le 31 mai 2015 (Santé Canada 2015). Retirer ces subventions affecte le montant du revenu que les familles et les personnes peuvent consacrer à l'alimentation et réduit leur accès à l'alimentation traditionnelle.

Reconnaissant les faiblesses de NNC, certaines provinces ont mis sur pied leurs propres programmes de subventions. En 1997, Terre-Neuve-et-Labrador a mis en œuvre le Programme de subvention au transport aérien de l'alimentation, par l'entremise d'Affaires autochtones et du Labrador, afin d'améliorer l'accessibilité aux produits périssables lorsque l'accès par navire est bloqué par suite des glaces hivernales. Dans le cadre du programme, une subvention est versée aux détaillants participants, afin de contrebalancer les coûts élevés d'articles qui parviennent par avion dans les collectivités côtières éloignées; il est ensuite demandé à ces participants d'en faire bénéficier les consommateurs (Bureau des Affaires autochtones et du Labrador, 2015). À part Terre-Neuve-et-Labrador, le Québec est la seule autre province à posséder un programme de subvention. Celui-ci est entré en vigueur dans le cadre d'un plus gros programme devant s'attaquer au coût élevé de la vie dans la région éloignée de Kativik du Nord québécois; il a également aidé à réduire de 20 % le coût de 40 produits d'épicerie (Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, 2014).

Le Manitoba a également exploré l'option d'offrir des subventions afin d'abaisser les prix des aliments dans la province, comblant ainsi des écarts du programme Nutrition Nord Canada. Le plan a été lancé au cours du deuxième semestre de 2015 et couvrait les collectivités qui avaient besoin de subventions mais n'en avaient alors pas en raison des critères d'admissibilité existants de NNC (Presse canadienne 2012; Rabson 2015).

En dépit de leurs limites, les représentants de NNC ont démontré que le coût du panier à provisions nutritif avait été réduit de 31 \$ depuis 2011 (G. du C. 2015). En outre, un rapport, La sécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord du Canada : Évaluation de l'état des connaissances, du Conseil des acadé-

mies canadiennes (2014), a permis de trouver que NNC et le Programme de subvention au transport aérien de l'alimentation doivent probablement jouer un grand rôle dans la stratégie pour s'attaquer au coût élevé des aliments dans le Nord canadien, et ce, en attendant que les causes sous-jacentes du problème de sécurité alimentaire soient abordées (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015; Exnor-Pirot 2014). Toutefois, dans les Premières Nations, son utilisation continue risque en fin de compte d'augmenter la dépendance des aliments importés (Conteh et Segsworth 2013).

Stratégies de réduction de la pauvreté

L'insécurité alimentaire est reliée de très près au bas revenu (Conseil des académies canadiennes, 2014; Power 2008). Les politiques et programmes qui atténuent les symptômes de la sécurité alimentaire soulageront à court terme, mais une stratégie à long terme ne sera efficace que si elle s'attaque aux racines du problème.

Comme la nourriture est souvent la dépense la plus souple dans une famille ou le budget d'une personne, c'est souvent la première qui est remise en cause. Sans s'attaquer suffisamment aux problèmes reliés à la réduction de la pauvreté, il y aura peu de progrès dans l'élimination de l'insécurité alimentaire. Les interventions viseront directement la pauvreté par des programmes d'aide sociale et des projets de logement, par exemple, ou soutiendront le développement économique, afin d'encourager à long terme l'autonomie (Conseil des académies canadiennes, 2014).

Le gouvernement canadien offre une gamme de programmes de soutien du revenu, lesquels ont des effets sur la sécurité alimentaire, en libérant des ressources financières qui peuvent être affectées à l'alimentation. L'assurance-emploi, la Sécurité de la vieillesse et la prestation fiscale canadienne pour enfants sont des exemples, et il y en a d'autres qui ciblent les collectivités du Nord. Par exemple, la déduction pour les habitants de régions éloignées est offerte à ceux qui résident dans une zone nordique ou intermédiaire visée par règlement de l'Agence du revenu du Canada (ARC 2015a; G. du C. 2010), ce qui reconnaît le coût supérieur de la vie (ARC 2015b). Le Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario accorde aux ha-

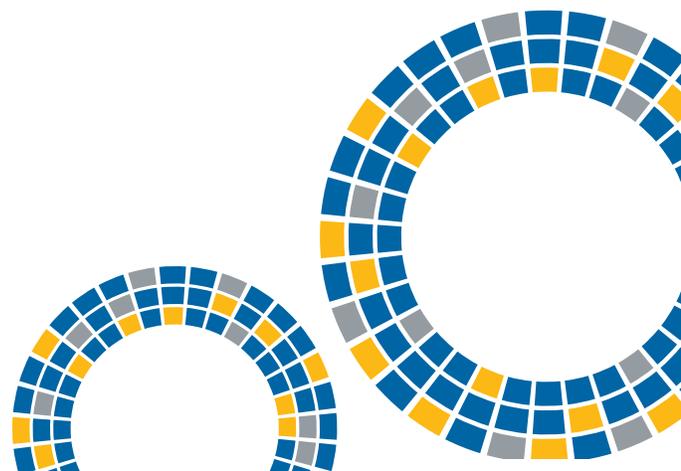
bitants un crédit pour les coûts de l'énergie (ministère des Finances 2015), bien que le montant soit statique, quelle que soit la collectivité. Ces crédits peuvent ne pas tenir complètement compte des différences régionales dans le Nord ontarien, et les indications sont que, en dépit des suppléments, les revenus ne suffisent pas pour couvrir les besoins de base (Cardwell 2012; Tarasuk, Mitchell et Dachner 2014).

Puisque 64 % des gens dépendant de l'aide sociale en Ontario se trouvent dans l'insécurité alimentaire, il est clair que les niveaux existants du régime de bien-être ne reflètent pas le coût de la vie (De Schutter 2012; Tarasuk, Mitchell et Dachner 2014). Afin d'éclairer des réformes efficaces des politiques sociales, il faut que les prix soient précisément et uniformément surveillés. Dans les centres urbains, des approches fondées sur des données probantes en vue de documenter les coûts de l'alimentation ont été utilisées pour faire pression sur les gouvernements afin que soient augmentées les dépenses de la sécurité sociale (Socha et coll. 2011), mais de telles données sont limitées, surtout dans les collectivités de Premières Nations vivant dans une réserve. Une meilleure surveillance des prix et des indices sociaux, afin d'aider à identifier les populations particulièrement vulnérables, pourra éclairer les programmes d'aide sociale, lesquels refléteraient ensuite mieux le coût de la vie dans le Nord.

Recherche et données supérieures

Bien qu'il y ait de nombreuses recherches sur la sécurité alimentaire dans le Nord canadien, il manque d'ensembles de données détaillées comprenant les déterminants sociaux, et les collectivités vivant sur les réserves tendent, en particulier, à être sous-représentées. Ces lacunes des connaissances nuisent à la création d'une politique publique saine et adéquate pour ces populations.

L'établissement des coûts de l'alimentation est un outil qui sert à surveiller l'accessibilité et l'abordabilité des produits alimentaires, en les reliant au revenu de la famille ou de la personne, afin d'éclairer par la suite la politique (Burnett, Skinner et LeBlanc 2015). Un survol de la documentation a révélé des systèmes inadéquats d'établissement des prix, qui, régulièrement, surveillent et font rapport sur le coût de l'alimentation dans



le Nord ontarien. Ainsi, en dépit d'inquiétudes largement répandues entourant les prix de l'alimentation, il continue d'y avoir une quantité limitée de données concrètes (Socha et coll. 2012). Actuellement, Nutrition Nord Canada publie à chaque année les prix du panier de provisions nordique révisé; toutefois, cela est limité aux collectivités admissibles et qui participent au programme, et seulement 67 produits sont couverts (Socha et coll. 2012). Dans les provinces, beaucoup d'unités sanitaires locales font de la collecte de prix et rapportent le coût annuel d'un panier à provisions nutritif dans leur secteur. Cela se limite surtout à des centres urbains majeurs, ce qui donne des données qui ne reflètent pas les prix des aliments dans les collectivités éloignées. Reconnaisant cette lacune, le Manitoba a lancé un sondage de deux ans portant sur les prix de l'alimentation nordique; cela servira à la planification et à la formulation de politiques, mais d'autres provinces n'ont pas encore d'étude de cette envergure (Socha et coll. 2012).

En plus d'obtenir des ensembles de données plus solides, les méthodes et les normes des collectes de données doivent être élargies, afin de couvrir les réalités sociales de la sécurité alimentaire que vivent les Autochtones. Par exemple, les établissements classiques et informels, tel le partage, sont rarement compris dans les mesures, en partie en raison de la difficulté de mesurer des problèmes sociaux complexes. Il faut un tableau plus complet de la santé et du bien-être des Autochtones en rapport avec l'alimentation, afin d'éclairer une politique publique fondée sur des données probantes (Conseil des académies canadiennes, 2014).

Sécurité alimentaire Canada, un réseau d'organismes qui s'occupent des questions alimentaires dans le pays, a un projet financé par Industrie Canada, afin

d'évaluer les coûts de l'alimentation en Nouvelle-Écosse et dans le Nord ontarien. Ce projet permettra de concevoir des méthodes pour améliorer la collecte de données sur les prix de l'alimentation dans le Nord, puis intégrera le coût de la nourriture des forêts et de l'eau douce, tout en créant un modèle pouvant servir dans d'autres collectivités vulnérables (Sécurité alimentaire Canada, 2015).

Localisation du système alimentaire

Puisque le transport sur de longues distances est un facteur important du coût élevé des aliments du marché, des options politiques devraient être explorés afin qu'il y ait des solutions de rechange aux aliments importés et coûteux, en permettant qu'existe un système local d'alimentation et en soutenant celui-ci. Dans les collectivités du Nord ontarien, surgissent des projets locaux d'alimentation, lesquels posent les fondements d'un système local de plus grande envergure et répond mieux à leurs besoins. Même si un renversement de la dépendance du système de marché est improbable, les régimes complétés par des aliments de rechange, tels ceux des forêts et de l'eau douce ou de l'agriculture locale, pourraient aider à alléger le fardeau financier qui pèse sur les ménages et les personnes, tout en renforçant les capacités du Nord et en augmentant l'autonomie (Skinner et coll. 2013).



Aliments traditionnels

Au fil des ans, les structures politiques ont poussé les Autochtones à se déplacer, à déménager et à urbaniser les collectivités. L'effet a été une déconnexion physique de leurs territoires ancestraux et une dépendance accrue d'aliments importés (Kuhnlein et Receveur 1996). Pendant cette transition alimentaire, la nourriture traditionnelle a été remplacée par des produits alimentaires fort coûteux du marché et qui ont été très transformés, au détriment de la santé et du bien-être des Autochtones.

En dépit de ce déclin, l'approvisionnement en aliments demeure une partie importante de l'identité culturelle des Premières Nations, et des études ont rapporté que des compléments de régimes alimentaires, soit des aliments sauvages, jouent un rôle considérable dans la création de collectivités des Premières Nations qui jouissent de la sécurité alimentaire. L'étude sur la nourriture, l'alimentation et l'environnement des Premières Nations (2012) a révélé que 93 % des régimes des Premières Nations comportaient des aliments traditionnels, entre 43 et 205 grammes par jour; quant aux collectivités du Nord, elles en consommaient de plus grandes quantités que leurs homologues du Sud. Au-delà des liens avec la santé de l'environnement, il a été déterminé que les aliments du pays sont plus nutritifs que beaucoup des produits qui sont offerts sur le marché de détail; ils contribuent donc à la santé et au bien-être globaux.

Il y a toutefois aussi des coûts considérables associés à l'approvisionnement en aliments traditionnels, un obstacle donc pour beaucoup de ménages à faible revenu (Pal, Haman et Robidoux 2013). Ainsi, les politiques qui encouragent les personnes à chasser et à pêcher pour la subsistance pourraient aider à surmonter ces contraintes financières.

Dans le cadre du programme Aliments-poste, le matériel de chasse, de piégeage et de pêche était subventionné. Ces articles ont été retirés à l'arrivée de Nutrition Nord Canada (Sécurité alimentaire Canada, 2015; Burnett, Skinner et LeBlanc 2015). Dans certaines provinces, des programmes ont été appelés à combler les lacunes du soutien des exploitants, engendrées par la disparition d'Aliments-poste. Le programme inuit de soutien de la chasse, de la pêche et du piégeage, mis en œuvre par l'Administration régionale de Kativik dans le Nord québécois prévoit le financement requis pour participer à ces activités. Cela comprend l'achat ou la réparation de matériel tel que les bateaux et les VTT, ainsi que l'accès aux territoires et au marketing des produits récoltés (Pal, Haman et Robidoux 2013). Dans les Territoires du Nord-Ouest, un programme similaire offre du financement pour compenser le coût des outils et du matériel requis pour la chasse et le piégeage (Epp 2011). Au Nunavut, le gouvernement territorial dirige un programme de soutien qui finance le coût du carburant et du matériel (Epp 2011). De plus,

au Manitoba, l'Initiative d'alimentation saine dans le Nord offre des prêts pour l'achat de congélateurs, afin de promouvoir l'entreposage d'aliments traditionnels (Thompson, Kamal et Wong 2010).

Aucun programme de soutien de ces pêcheurs, chasseurs ou moissonneurs n'existe en Ontario. Toutefois, des études pour explorer les coûts et avantages des aliments traditionnels dans le Nord ontarien révèlent que, pour les Premières Nations, le manque de fonds pour acheter le matériel nécessaire est l'obstacle dominant lorsqu'il s'agit d'accéder aux aliments traditionnels (Lambden et coll. 2006; Pal, Haman et Robidoux 2013; Socha et coll. 2012). Ainsi, le soutien financier permettrait à davantage de ces chasseurs, pêcheurs ou moissonneurs et de compléter le régime alimentaire des collectivités aux prises avec les prix élevés des aliments du marché (Pal, Haman et Robidoux 2013).

Le déclin des compétences ancestrales est un autre obstacle pour ces activités. Le colonialisme a interrompu le transfert du savoir d'une génération à l'autre; beaucoup de personnes n'ont par conséquent pas les capacités nécessaires pour la chasse, la pêche ou le piégeage. Les politiques et programmes qui favorisent l'échange de connaissances reliées à l'approvisionnement en aliments pourraient aider à améliorer l'accès aux aliments traditionnels. Dans les Territoires du Nord-Ouest, les ministères des Affaires municipales et communautaires ainsi que de l'Environnement et des Ressources naturelles dirigent le programme d'initiation des enfants au piégeage, qui encourage la participation des jeunes aux activités de l'approvisionnement en aliments ancestraux, puis inversent la tendance à la dégradation de connaissances et habiletés traditionnelles (Epp 2011). Il a aussi été suggéré que le savoir et les habiletés pour la production et la récolte devraient faire partie du programme d'études des écoles primaires et secondaires; il devrait également y avoir de la souplesse pour adapter cela au contexte environnemental des collectivités individuelles (Sécurité alimentaire Canada, 2015).

En plus des contraintes financières et de la perte des habiletés, la réglementation sur le traitement et la distribution des produits du poisson et de la viande minent la capacité de ceux qui récoltent d'assurer l'approvisionnement local, et cela a été présenté comme un obstacle pour la sécurité alimentaire dans les collectivités éloignées (Conseil des académies canadiennes, 2014). Par exemple, la réglementation sur la sécurité empêche dans de nombreux cas la vente de viande sauvage au lieu de la régir (Thompson et coll. 2011; Sécurité alimentaire Canada, 2015); la distribution est donc restreinte et, de plus, cela élimine une source potentielle de revenu (Thompson et coll. 2011). La réglementation sur la distribution des aliments traditionnels devrait être revue afin de trouver un

équilibre plus adéquat entre la sécurité alimentaire et l'interdiction d'aliments (Thompson et coll. 2011). Enfin, la surveillance de la santé de la faune (Conseil des académies canadiennes, 2014) et des politiques qui reconnaissent l'importance de l'accès aux terres ancestrales sera nécessaire afin d'assurer que les aliments traditionnels continuent de faire partie des régimes alimentaires des Premières Nations (Power 2008).

Agriculture locale

Le secteur agricole dans le Nord canadien est limité, surtout en raison des conditions climatiques rudes, mais les technologies de la culture sous serre et le réchauffement climatique peuvent engendrer de nouvelles possibilités de production locale. De nombreux projets ont déjà démontré que c'est faisable, mais le manque de capacités et le financement à long terme sont des facteurs limitatifs pour un grand nombre de collectivités nordiques.

En 2012-2013, Agriculture et Agroalimentaire Canada a commencé une étude sur la durabilité économique des serres dans le Nord. Cette étude a révélé qu'il est économiquement viable pour les collectivités nordiques de concevoir des modèles de serres qui fourniront des aliments nutritifs se vendant à des coûts inférieurs à ceux de ces marchés (Lenton 2013). C'est prometteur, car la plupart des projets de serres, bien que valables pour les collectivités, dépendent du financement du gouvernement fédéral et ne sont pas durables à long terme. Une autre étude a porté sur les façons dont des aventures commerciales pourraient être économiquement viables, puis continuer après la fin du financement (Busch 2012). Les avantages cumulatifs pourraient faire des serres une option attrayante, avec le potentiel de créer des emplois et d'améliorer la

qualité de l'alimentation, tout en renforçant les capacités et l'autonomie du Nord (Conseil des académies canadiennes, 2014; Skinner et coll. 2013).

De nombreux auteurs suggèrent que la production alimentaire locale est une stratégie viable qui améliore l'accès aux aliments sains (Spiegelaar, Tsuji et Oelbermann 2013), et certaines provinces ont élaboré des programmes pour la soutenir. L'Initiative d'alimentation saine dans le Nord, du Manitoba, a permis de créer un certain nombre de jardins et de serres communautaires, et l'Initiative du développement agricole, du Yukon, fournit jusqu'à 20 000 \$ aux personnes ou 50 000 \$ à des organismes sans but lucratif ou à des administrations, aux fins de projets agricoles locaux. La documentation universitaire suggère que la production alimentaire locale communautaire fait partie de la solution lorsqu'il s'agit de hausser la sécurité alimentaire pour les collectivités des Premières Nations. Ces projets tendent à insister sur l'importance d'un contexte de politique de soutien, en vue de créer l'espace pour de tels efforts, puis d'assurer du financement à long terme (Spiegelaar, Tsuji et Oelbermann 2013). D'autres études seront nécessaires pour démontrer leurs effets sur la sécurité alimentaire.

Enfin, le changement climatique, bien qu'il ait des effets négatifs sur les routes (CIER 2010) ainsi que sur l'accessibilité et la distribution des aliments sauvages (Beaumier et Ford 2010; Ford 2009), peut se traduire par de meilleures opportunités pour l'agriculture. Le changement climatique devrait réchauffer les régions nordiques deux fois plus qu'ailleurs; selon les prévisions, d'ici 2050, le Nord ontarien devrait bénéficier de 30 à 45 jours de plus pour la croissance (Stroink et Nelson 2013).



Conclusion

Les politiques alimentaires existantes au Canada traitent de façon inadéquate de sécurité alimentaire dans la région nordique du pays. Les collectivités éloignées font face à des aliments de basse qualité et d'un coût exorbitant; elles consomment plus souvent des produits hautement transformés, ce qui donne des résultats médiocres pour la santé. L'infrastructure routière quatre-saisons est coûteuse et elle ne permettra probablement pas de relier toutes les collectivités éloignées, mais des dirigeables pourraient dans le futur offrir des options à bon marché, efficaces pour le transport de marchandises. La subvention au détail de Nutrition Nord Canada, réponse fédérale la plus poussée à ce jour, n'est pas offerte à de nombreuses collectivités desservies par avion dans le Nord ontarien et ne s'accompagne que de réductions modérées du coût des aliments. De plus, même si les subventions jouent un rôle dans l'allègement des pressions financières, elles ne règlent pas à long terme les problèmes fondamentaux de l'insécurité alimentaire. Cet examen a révélé une grave lacune de connaissances dans les données accumulées et a permis de trouver qu'une surveillance améliorée des prix et des indices sociaux pourront éclairer des programmes d'aide sociale, lesquels refléteraient ensuite mieux le coût de la vie dans le Nord. L'idée serait d'avoir un système dans lequel les Premières Nations ont la capacité de se soutenir elles-mêmes par des aliments traditionnels et produits localement, ce qui serait complété par des articles du marché, abordables et nutritifs.

Recommandations

- Élaborer une politique nationale de l'alimentation, en vue de la coordination des projets de sécurité alimentaire des divers ministères gouvernementaux, afin d'en venir à une stratégie cohérente.
- Élargir l'accès routier où cela est réaliste sur les plans de la finance et de l'environnement, puis enquêter sur le potentiel d'options de transport de rechange, tels les dirigeables, afin d'accroître la connectivité entre les collectivités éloignées et le reste de la province.
- Créer un contexte politique qui favorise des options de rechange dans le modèle de distribution commercial des aliments, entre autres des coopératives.
- Réévaluer les critères d'admissibilité de Nutrition Nord Canada, afin d'assurer la couverture des collectivités dans le besoin, et de rendre immédiatement admissibles toutes celles qui sont reliées uniquement par transport aérien dans le Nord ontarien.
- Améliorer les données de recherche, y joindre les déterminants culturels de la sécurité alimentaire.
- Assurer du financement à long terme, afin de soutenir les projets agricoles locaux.



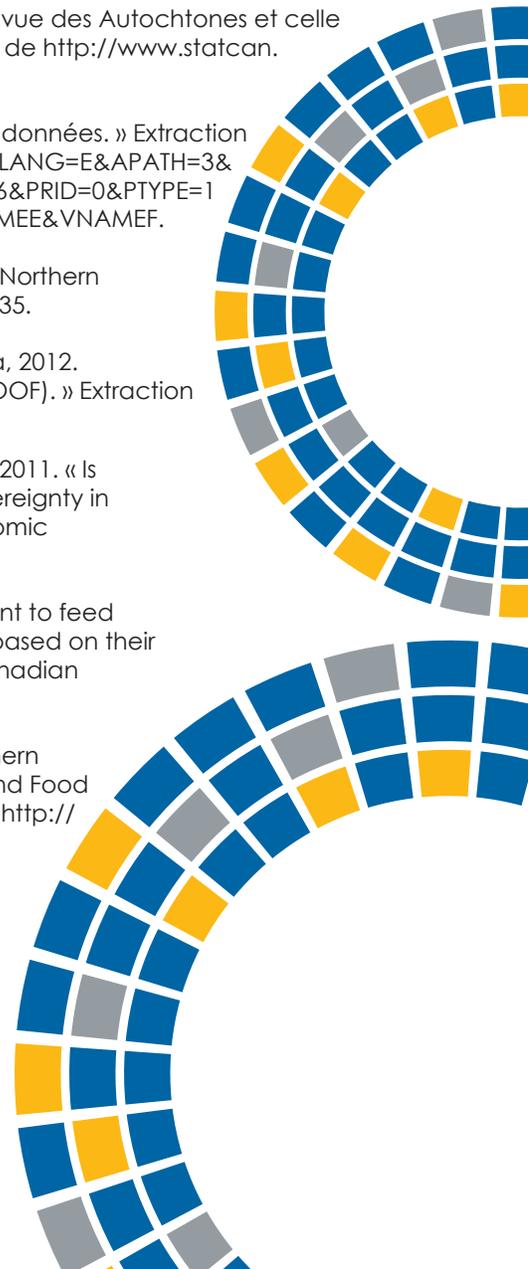
Références

- Agence du revenu du Canada (ARC). 2015a. « Northern Residents Deductions. » Agence du revenu du Canada. Extraction de <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pbg/tf/t2222/t2222-fill-14e.pdf>.
- Agence du revenu du Canada (ARC). 2015b. « Zones visées par règlement – Ontario. » Agence du revenu du Canada. Extraction de <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/ndvds/tpcs/ncm-tx/rtrn/cmptng/ddctns/Ins248-260/255/prvnccs/on-eng.html>.
- Barbeau, C., Oelbermann, M., Karagatzides, J.D. et Tsuji, L.J.S. 2015. « Sustainable agriculture and climate change: Producing potatoes (*Solanum tuberosum* L.) and bush beans (*Phaseolus vulgaris* L.) for improved food security and resilience in a Canadian subarctic First Nations community. » *Sustainability* 16(2):5664-5681.
- Beaumier, M. et Ford, J. 2010. « Food insecurity among Inuit women exacerbated by socio-economic stresses and climate change. » *Canadian Journal of Public Health (Revue canadienne de santé publique)*, 101(3):196-201.
- Burnett, K., Skinner, K. et LeBlanc, J. 2015. « From food mail to Nutrition North Canada: Reconsidering federal food subsidy programs for northern Ontario. » *Canadian Food Studies* 2(1):141-156.
- Busch, L. 2012. « Feds to study Northern greenhouses. » *Northern News Services Online*. Extraction de http://www.nysl.com/frames/newspapers/2012-07/jul23_12gar.html.
- Canadian Press, The. (la Presse canadienne) 2012. « Manitoba seeks ways to lower northern food prices. » *The Canadian Press (la Presse canadienne)*. Le 10 juin 2012. Extraction de <http://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/manitoba-seeks-ways-to-lower-northern-food-prices-1.1170563>.
- Cardwell, R. 2012. « More bad public policy for the north. » *Winnipeg Free Press*, le 14 juin. Extraction de <http://www.winnipegfreepress.com/opinion/analysis/more-bad-public-policy-for-the-north-159013455.html>.
- CCSO (Coalition des communautés en santé de l'Ontario) 2014. « Nishnawbe Aski Nation Food Summit 2014 – Traditional Foods without Borders. » Extraction de <http://www.ohcc-ccso.ca/sites/ohcc-ccso.ca/files/images/temp/Nishnawbe%20Aski%20Nation%20Food%20Summit%202014.pdf>.
- Centre autochtone des ressources environnementales (CARE). 2010. *Final Report: Climate Change Impacts on Ice, Winter Roads, Access Trails, and Manitoba First Nations*. Extraction de <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1100100034573/1100100034574>.
- Charlebois, C., Tapon, F., von Massow, M., van Duren, E., Uys, P., Fraser, E., Kamalabyaneh, L., Summan, A. et McCormick, M. 2015. *Food Price Report 2016*. The Food Institute of the University of Guelph. Extraction de : <https://www.uoguelph.ca/foodinstitute/system/files/Food%20Price%20Report%202016%20English.pdf>.
- Conseil de Mushkegowuk. 2015. « Resolution No. 2015-10-26: Food Security Assistance in Mushkegowuk Territory. » Extraction de <http://www.mushkegowuk.com/documents/resolutions/2015-10-26.pdf>.
- Conseil des académies canadiennes. 2014. « Aboriginal Food Security in Northern Canada: An Assessment of the State of Knowledge. » Extraction de <http://scienceadvice.ca/en/assessments/completed/food-security.aspx>.
- Conteh, C. et Segsworth, B. 2013. *Governance in Northern Ontario: Economic development and policy making*. Toronto : University of Toronto Press.
- Dachner, N. 2014. *Household food insecurity in Canada: Time for action!* Présentation à la Conférence de McGill sur la sécurité alimentaire mondiale, le 29 octobre 2014. Extraction de http://www.mcgill.ca/globalfoodsecurity/files/globalfoodsecurity/household_food_insecurity_in_canada_time_for_action.pdf.
- De Schutter, O. 2012. « End-of-mission statement. » Nations Unies. Extraction de <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12159&LangID=E>.
- Duhaime, G. et Caron, A. 2012. *Nunavik Comparative Price Index 2011*. Laval (QC) : Canada Research Chair on Comparative Aboriginal Condition.

- Epp, S. 2011. « Provincial approaches to food security, 2011. » Food Matters Manitoba. Extraction de <http://www.foodmattersmanitoba.ca/wp-content/uploads/2014/05/provincial-policy-scan.pdf>.
- Exner-Pirot, H. 2014. « Addressing food insecurity in northern Canada. » Alaska Dispatch News, le 20 juin. Extraction de <http://www.adn.com/article/20140610/addressing-food-insecurity-northern-canada>.
- Ferris, M. 2011. « Preventing obesity in Canada's aboriginal children: Not just a matter of eating right and getting active. » The International Indigenous Policy Journal, vol. 2 (1).
- Fieldhouse, P. et Thompson, S. 2012. « Tackling food security issues in indigenous communities in Canada: The Manitoba experience. » Nutrition & Dietetics 69:217-221.
- First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC). 2014. « The Kativik Regional Government and Makivik announce improved cost-of-living subsidies. » Extraction de <http://www.cssspnql.com/en/news-media/single/2014/04/02/the-kativik-regional-government-and-makivik-announce-improved-cost-of-living-subsidies>.
- Folke, C., Carpenter, S.R., Walker, B., Scheffer, M., Chapin, T. et Rockström, J. 2010. « Resilience thinking: integrating resilience, adaptability and transformability. » Ecology and Society 15(4):20.
- Ford, J. 2009. « Vulnerability of Inuit food systems to food insecurity as a consequence of climate change: a case study from Igloolik Nunavut. » Regional Environmental Change 9:83-100.
- Galloway, T. 2014. « Is the Nutrition North Canada retail subsidy program meeting the goal of making nutritious and perishable food more accessible and affordable in the North? » Canadian Journal of Public Health (Revue canadienne de santé publique), 105(5):395-397.
- Gates, M., Hanning, R.M., Gates, A., McCarthy, D.D. et Tsuji, L.J.S. 2013. « Assessing the impact of pilot school snack programs on milk and alternatives intake in 2 remote First Nation communities in northern Ontario, Canada. » Journal of School Health 83(2):69-77.
- Genuis, S.K., Willows, N., Alexander First Nation et Jardine, C. 2014. Through the lens of our cameras: children's lived experience with food security in a Canadian Indigenous community. Child: Care, Health and Development 41(4):600-610.
- Gouvernement du Canada (G. du C.). 2010. « Déductions pour les habitants de régions éloignées. » Gouvernement du Canada. Extraction de <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=514029>.
- Gouvernement du Canada (G. du C.). 2014. « Comment fonctionne Nutrition Nord Canada. » Nutrition Nord Canada. Extraction de <http://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/eng/1415538638170/1415538670874>.
- Gouvernement du Canada (G. du C.). 2015. « Prix du panier de provisions nordique révisé en 2013-2014. » Gouvernement du Canada. Extraction de <http://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/eng/1429275989528/1429276029787>.
- Hayley, D. et Proskin, S. 2008. Managing the Safety of Ice Covers Used for Transportation in an Environment of Climate Warming. Présentation à la 4e Conférence canadienne sur les géorisques, Université Laval, Québec.
- Kuhnlein, H.V. et Receveur, O. 1996. « Dietary change and traditional food systems of indigenous people. » Annual Review of Nutrition 16(1):417-442.
- Labrador and Aboriginal Affairs Office. 2015. « Air Foodlift Subsidy FAQ. » Labrador and Aboriginal Affairs Office. Extraction de http://www.laa.gov.nl.ca/laa/faq/afs_faq.html.
- Lambden, J., Receveur, O., Marshall, J. et Kuhnlein, H. 2006. « Traditional and market food access in Arctic Canada is affected by economic factors. » Canadian Journal of Public Health (Revue canadienne de santé publique), 65(4):331-340.

- Lebel, L., Anderies, J., Campbell, B., Folke, J., Hatfield-Dodds, S., Hughes, T. et Wilson, J. 2006. « Governance and the capacity to manage resiliency in regional social- ecological systems. » *Ecology and Society* 11:19.
- Lenton, L. 2013. « A Study on Economic Sustainability of Greenhouses in the North. » Agriculture et Agroalimentaire Canada. Extraction de http://www.usask.ca/foodsummit/2013/presentation%20files/larry_lenton.
- Loopstra, R. et Tarasuk, V. 2015. « Food Bank Usage Is a Poor Indicator of Food Insecurity: Insights from Canada. » *Social Policy and Society* 14:443-455.
- Mah, C.L., Hamill, C., Rondeau, K. et McIntyre, L. 2014. « A frame-critical policy analysis of Canada's response to the World Food Summit 1998-2008. » *Archives of Public Health* 72(41).
- Ministère des Finances. 2015. « Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario. » Ministère des Finances. Extraction de <http://www.fin.gov.on.ca/fr/credit/noec/index.html>.
- MRNF (Ministère des Ressources naturelles et de la Forêt) 2014. « Part C: Developing guidance to support planning, Topic 7: Infrastructure. » Extraction de <http://farnorthstrategy.ripplegroup.ca/cms/dp-topic7-infrastructure.asp>.
- Nation Nishnawbe-Aski 2011. « Nishnawbe Aski Nation Food Symposium. » Extraction de <http://www.nan.on.ca/article/nan-food-symposium-542.asp>.
- Nations Unies, 2007. « Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. » Nations Unies. Extraction de http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_en.pdf.
- OMS (Organisation mondiale de la santé) 2013. « Health Impact Assessment (HIA). The determinants of health. » Extraction de <http://www.who.int/hia/evidence/doh/en/index3.html>.
- OMS (Organisation mondiale de la santé) n. d. « Glossaire : sécurité alimentaire. » OMS. Extraction de <http://www.who.int/trade/glossary/story028/en/>.
- Pal, S., Haman, F. et Robidoux, M.A. 2013. « The costs of local food procurement in two northern indigenous communities in Canada. » *Food and Foodways* 21 (2):132-152.
- PHNSWG (Public Health Nutritionists of Saskatchewan Working Group) 2010. « The cost of healthy eating in Saskatchewan in 2009: Impact on food security. » Saskatoon : Public Health Nutritionists of Saskatchewan Working Group.
- Power, E. 2008. « Conceptualizing food security for Aboriginal People in Canada. » *Canadian Journal of Public Health (Revue canadienne de santé publique)*, 99(2):95-97.
- Prentice, B. et Russel, S. 2009. « Competing technologies and economic opportunities for northern logistics: The airship solution. » *The Canadian Transportation Research Forum*, Victoria, BC. 685-698
- Rabson, M. 2015. « More northern communities should benefit from federal food program: NPD. » *Winnipeg Free Press* Le 27 mai 2015. Extraction de <http://www.winnipegfreepress.com/local/grocery-gap-305125071.html>.
- Rideout, K., Riches, G., Ostry, A., Buckingham, D. et MacRae, R. 2007. « Bringing home the right to food in Canada: challenges and possibilities for achieving food security. » *Public Health Nutrition* 10(6):566-573.
- Santé Canada. 2015. « Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations. » Extraction de <http://www.hc-sc.gc.ca/fniah-spnia/promotion/public-publique/water-dwa-eau-aqep-eng.php>.
- Schiff, R. 2014. « Rethinking governance: supporting healthy development through systems-level collaboration in Canada's Provincial North. » *The Northern Review* 38:133-154.
- Sécurité alimentaire Canada, 2015. « Paying for nutrition. » Sécurité alimentaire Canada. Extraction de <http://foodsecurecanada.org/content/payingfornutrition>.
- Skinner, K. 2013. « Prevalence and perceptions of food insecurity and coping strategies in Fort Albany First Nations, Ontario. » Université de Waterloo.

- Skinner, K., Hanning, R.M., Metatawabin, J. et Tsuji, L.J.S. 2013. « Giving voice to food insecurity in a remote indigenous community in subarctic Ontario, Canada: traditional ways, ways to cope, ways forward. » *BMC Public Health* 13:1-13.
- Skinner, K., Hanning, R.M., Metatawabin, J. et Tsuji, L.J.S. 2014. « Implementation of a community greenhouse in a remote, sub-Arctic First Nations community in Ontario, Canada: a descriptive case study. » *Rural and Remote Health* 14:1-18.
- Smith, L. 2011. « Agents of Change in the New North. » *Eurasian Geography and Economics* 52(1):30-55.
- Socha, T., Chambers, L., Zahaf, M., Abraham, R. et Fiddler, T. 2011. « Food availability, food store management, and food pricing in a northern community First Nation community. » *International Journal of Humanities and Social Science* 1 (11):49-61.
- Socha, T., Zahaf, M., Chambers, L., Abraham, R. et Fiddler, T. 2012. « Food security in a northern First Nations community: An exploratory study on food availability and accessibility. » *Journal of Aboriginal Health*, Mars, 5-14.
- Spiegelaar, N.F., Tsuji, L.J.S. et Oelbermann, M. 2013. « The potential use of agroforestry community gardens as a sustainable import-substitution for enhancing food security in subarctic Ontario, Canada. » *Sustainability* 5(2):4057-4075.
- Statistique Canada. 2010. « Espérance de vie. L'écart entre l'espérance de vie prévue des Autochtones et celle de l'ensemble de la population canadienne devrait diminuer. » Extraction de <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-645-x/2010001/life-expectancy-esperance-vie-eng.htm>.
- Statistique Canada. 2011. « Enquête nationale auprès des ménages : Tableaux de données. » Extraction de <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Rp-eng.cfm?LANG=E&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=0&PID=106746&PRID=0&PTYPE=105277&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2013&THEME=98&VID=0&VNAMEE&VNAMEF>.
- Stroink, M.L. et Nelson, C. 2013. « Complexity and food hubs: five case studies from Northern Ontario. » *The International Journal of Justice and Sustainability* 18(3):620-635.
- Tarasuk, V., Mitchell, A. et Dachner, N. 2014. « Household food insecurity in Canada, 2012. Toronto : Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). » Extraction de <http://nutritionalsciences.lamp.utoronto.ca>.
- Thompson, S., Gulrukh, A., Ballard, M., Beardy, B., Islam, D., Lozoznik, V. et Wong, K. 2011. « Is community economic development putting food on the table? Food sovereignty in northern Manitoba's aboriginal communities. » *Journal of Aboriginal Economic Development* 7(2):14-39.
- Thompson, S., Kamal, A.G., Alam, M.A. et Wiebe, J. 2012. « Community development to feed the family in northern Manitoban communities: evaluating food activities based on their food sovereignty, food security and sustainable livelihood outcomes. » *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research* 3(2): 43-66
- Thompson, S., Kamal, A.G. et Wong, K. 2010. « Is Healthy Food on the Table in Northern Manitoba? Evaluating Northern Healthy Foods Initiative for Sustainability and Food Access. » Natural Resources Institute, University of Manitoba. Extraction de <http://home.cc.umanitoba.ca/~thomps4/NHFfinal2010.pdf>.
- Toronto Public Health 2013. « Nutritious Food Basket – Toronto 2013. » Toronto Public Health 2013. Extraction de <http://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2013/hl/bgrd/backgroundfile-61671.pdf>.
- Wegener, J., Raine, K.D. et Hanning, R.M. 2012. « Insights into the government's role in food system policy making: Improving access to healthy, local food alongside other priorities. » *International Journal of Environmental Research and Public Health* 9: 4103-4121



À propos de l'Institut des politiques du Nord :

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des preuves, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et à Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.

Recherche connexe

**Sommes-nous à la hauteur?
Tendances de l'éducation dans le
Nord ontarien**
Mike Commito

Une stratégie de changement
John A. Hodson et Julian Kitchen

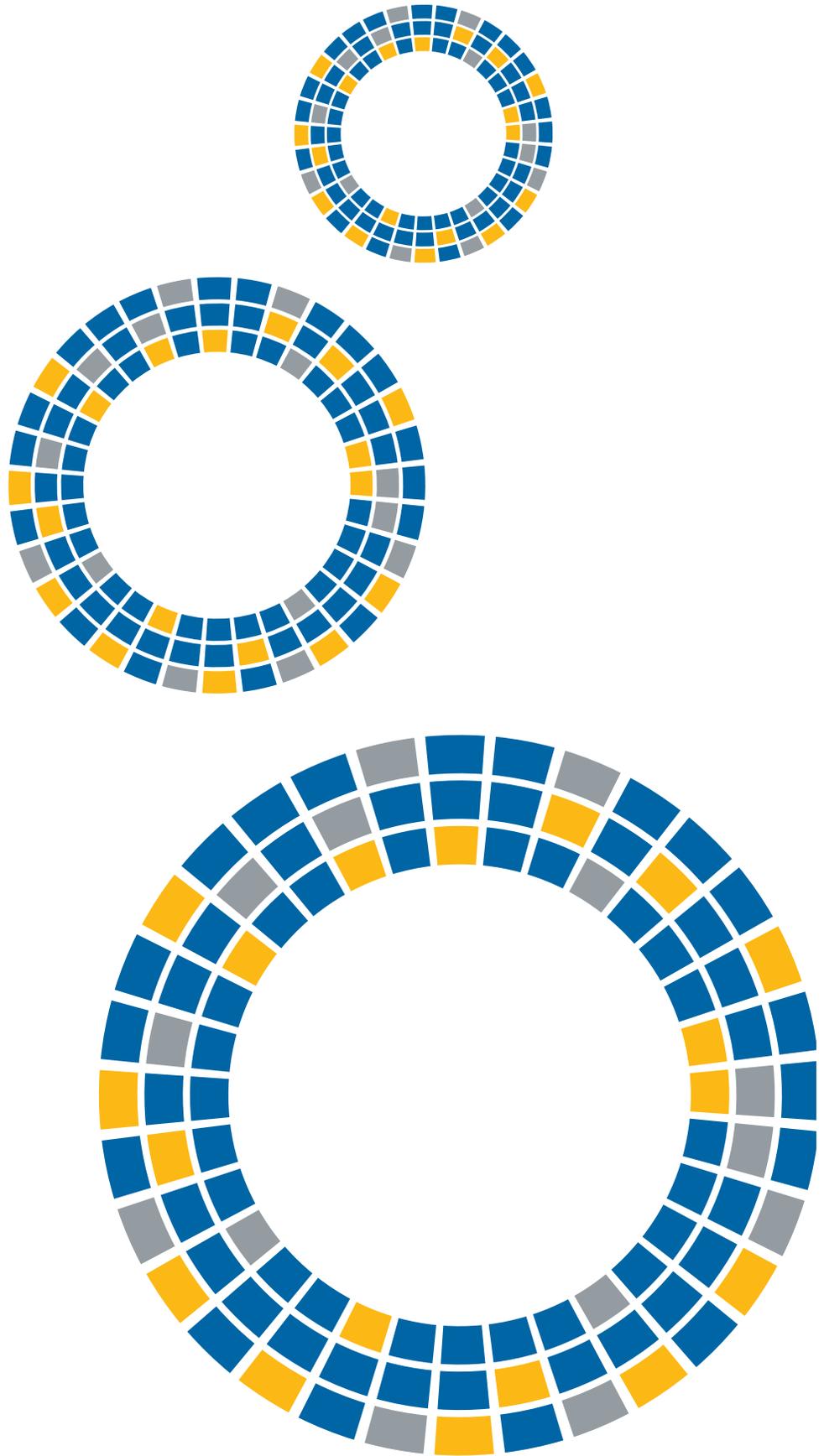
Les priorités de santé 2
Emily Donato et John MacDonald

Routes, chemin de fer et Cercle de feu
Rick Millette et Mike Commito

Pour vous tenir au fait ou pour participer, veuillez communiquer avec nous :

1 (807) 343-8956 info@northernpolicy.ca www.northernpolicy.ca





NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

northernpolicy.ca